

4 octobre 2012

Anglais, espagnol et français seulement*

**Vingt-deuxième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre le trafic
illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes**
Antigua (Guatemala), 1^{er}-5 octobre 2012

Projet de rapport

Rapporteure: Golda Chase (Trinité-et-Tobago)

Additif

Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail

**b) Les équipes spéciales interinstitutions dans la lutte contre le trafic
de drogue**

**Le groupe de travail sur le thème susmentionné s'est réuni lors des 5^e et
6^e séances, le 3 octobre 2012. Au cours de ses travaux, il a formulé les
observations suivantes:**

1. Certains États ne disposaient pas de ressources suffisantes pour combattre énergiquement les problèmes que posait le trafic de drogue et se trouvaient donc en position de vulnérabilité face à l'influence néfaste qu'exerçaient les puissants groupes de trafiquants.
2. Des équipes interinstitutions nationales avaient été constituées en réaction à des menaces particulières contre lesquelles il fallait que les missions des différents organes de décision, qui se chevauchaient partiellement, soient coordonnées pour empêcher le détournement de précurseurs. Il avait ainsi été possible de faire échouer des tentatives de détournement et de découvrir des sites de fabrication clandestins grâce à la géolocalisation et au suivi des itinéraires empruntés par les produits chimiques détournés.
3. Lorsque les partenariats opérationnels étaient encouragés entre services nationaux de détection et de répression, ces derniers étaient mieux en mesure d'agir efficacement; c'était notamment le cas en matière de contrôle des frontières dans les

* L'anglais, l'espagnol et le français sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.



régions isolées ou difficiles, où un service seul n'aurait peut-être pas les moyens de faire face.

4. Un certain nombre de pays avaient conclu officiellement des accords de coopération interinstitutions avec l'armée (armée de terre, marine, armée de l'air) et avec les forces de police civiles à l'appui de leur stratégie nationale de lutte contre la production et le trafic de drogues illicites. Ce type de partenariat avait donné de très bons résultats contre le trafic.

5. Des équipes interinstitutions internationales avaient été constituées entre services de détection et de répression en réaction à des problèmes de trafic transnationaux, régionaux et internationaux communs; elles s'appuyaient sur des partenariats avec des services étrangers de détection et de répression des infractions en matière de drogue et avec des organismes internationaux.

6. Les deux initiatives des Nations Unies qu'étaient le Programme de contrôle des conteneurs et le Projet AIRCOP favorisaient la coopération opérationnelle interinstitutions tant nationale qu'internationale pour le contrôle des frontières maritimes et aériennes.

7. L'exploitation systématique de renseignements tirés de toutes les sources à la disposition des services de détection et de répression était un bon départ pour agir efficacement contre le trafic de drogues, et les informations obtenues grâce à la coopération menée dans le cadre d'équipes spéciales interinstitutions avaient permis l'arrestation de fugitifs internationaux recherchés pour infractions de trafic.

8. Du fait de leur caractère interinstitutionnel, les données recueillies par les observatoires nationaux des drogues constituaient un outil important pour prendre des décisions éclairées et élaborer des politiques de réduction de l'offre et de la demande.

Le groupe de travail a formulé les conclusions suivantes:

1. Les équipes spéciales interinstitutions étaient précieuses en ce qu'elles produisaient les synergies voulues entre les différents services de détection et de répression et qu'elles faisaient le lien entre les mesures de répression de la production et du trafic de drogues illicites prises par les autorités civiles et celles prises par les autorités militaires.

2. Dans le cadre de la coopération interinstitutions, il était inévitable d'avoir affaire à des organisations criminelles impliquées dans des activités illicites autres que le trafic de drogues, ce qui débouchait sur un maintien de l'ordre plus efficace et une meilleure protection des populations. Les bons résultats obtenus par les organismes associés dans le cadre du Programme de contrôle des conteneurs et du Projet AIRCOP témoignaient de l'intérêt de cette approche.

3. L'échange rapide d'informations et d'éléments de preuve était essentiel pour l'arrestation des fugitifs recherchés en rapport avec de graves infractions de trafic de drogues, et la coopération internationale en était le fondement.

4. Les accords de coopération conclus avec des partenaires extérieurs comme la Drug Enforcement Administration (DEA), l'ICE, le Bundeskriminalamt (BKA) ou l'Agence de lutte contre la grande criminalité organisée (SOCA) et avec des agents de liaison en poste à l'étranger permettaient aux services nationaux de détection et

de répression d'obtenir, à l'échelle internationale, une aide opérationnelle et des renseignements précieux concernant les groupes de trafiquants et leur mode de fonctionnement.

5. Les équipes spéciales de l'Opération "Cohesion" et du Projet "Prism", deux initiatives internationales coordonnées par l'Organe international de contrôle des stupéfiants, s'étaient montrées très efficaces pour ce qui était de réduire le détournement de précurseurs chimiques vers les circuits de fabrication de drogues illicites.

6. Il importait de renforcer les capacités des observatoires nationaux des drogues pour pouvoir intensifier l'échange d'informations et les efforts concertés, étant donné que les structures de ces organismes différaient d'un pays à l'autre de la région.

Le groupe de travail a adopté les recommandations suivantes:

1. Compte tenu des méthodes de plus en plus complexes auxquelles les réseaux de trafiquants avaient recours, les gouvernements devraient aider leurs services de détection et de répression à conclure officiellement des accords permettant, face à des besoins et impératifs opérationnels particuliers, une coopération transnationale dans le cadre d'équipes spéciales.

2. Les gouvernements devraient revoir la pratique et la procédure suivies pour enquêter dans des pays étrangers sur des affaires de trafic de drogues illicites et de criminalité organisée s'y rapportant, et revoir également la procédure applicable pour obtenir officiellement des éléments de preuve de ces pays, afin de déterminer si ces pratiques répondent aux besoins opérationnels de leur système de justice pénale.

3. Les gouvernements devraient s'attacher à consolider les observatoires nationaux des drogues par le renforcement des capacités institutionnelles et la coordination interinstitutionnelle, aux niveaux national, régional et international, afin de combler les lacunes existantes en matière de données et d'avoir ainsi les moyens de prendre des décisions plus éclairées.

4. Les gouvernements devraient, en complément des informations fournies dans le questionnaire destiné aux rapports annuels, communiquer les données pertinentes recueillies par les observatoires nationaux des drogues, de manière à permettre une évaluation plus précise des mesures prises par les États Membres en application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue.